



## Le Massacre de la Flottille de la Paix par Israël souligne l'urgence de l'intensification de BDS

Par [BDS Movement](#)

Mondialisation.ca, 11 juin 2010

[Global BDS Movement](#) 11 juin 2010

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Palestine Occupée, 8 juin 2010 - A la lumière du massacre par Israël des travailleurs de l'aide humanitaire et des militants à bord de la Flottille de la Liberté, le 31 mai 2010, et sa persistance à maintenir son siège illégal sur Gaza, faire pression sur Israël pour qu'il se conforme à ses obligations en vertu du droit international est devenu une urgence indéniable. Ivre de pouvoir et d'impunité, Israël a ignoré les appels récents du Secrétaire Général des Nations-Unies ainsi qu'un consensus des gouvernements mondiaux à mettre fin à son siège mortel, mettant sur la communauté civile internationale la charge d'endosser la responsabilité morale de lui faire rendre compte au nom du droit international et de mettre fin à son impunité criminelle. La campagne mondiale, sous direction palestinienne, pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions (BDS) contre Israël a montré la voie la plus efficace pour y parvenir.



Le blocus continu d'Israël sur les articles essentiels que sont la nourriture, la santé, les fournitures éducatives et le matériel de construction n'est pas seulement immoral : c'est une forme grave de punition collective, un crime de guerre strictement interdit par l'Article 33 de la Quatrième Convention de Genève. Il provoque une pauvreté de masse, une contamination de l'eau, un effondrement environnemental, des maladies chroniques, une dévastation économique et des milliers de morts. Ces trois années de siège médiéval contre 1,5 million de Palestiniens à Gaza ont été fermement condamnées par des experts juridiques éminents, dont le rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme dans les territoires palestiniens, le professeur Richard Falk, qu'il a décrit comme constituant « *un génocide lent.* »

Les attaques largement condamnées d'Israël contre les bateaux non armés de la Flottille de la Liberté sont, comme le disent des experts juridiques internationaux [1], une violation tant du droit maritime international que de la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer, qui déclare que « *la haute mer doit être affectée à des fins pacifiques.* » En vertu de l'article 3 de la Convention de Rome pour la suppression des actes illégaux contre la sécurité de la navigation maritime de 1988,

« **Commet une infraction pénale toute personne qui illicitement et intentionnellement**  
**a) s'empare d'un navire ou en exerce le contrôle par violence ou menace de violence,**

(...)

**b) blesse ou tue toute personne, lorsque ces faits présentent un lien de connexité avec l'une des infractions prévues aux alinéas a) à f), que celle-ci ait été commise ou tentée. »**

Comme l'ont confirmé les experts en droit international, il n'y absolument aucune justification juridique à l'acte d'agression d'Israël contre des bateaux civils internationaux transportant de l'aide humanitaire et liée au développement à des civils souffrant sous une occupation et un blocus dont l'illégalité est manifeste, qui a engendré une catastrophe humanitaire provoquée par l'homme et délibérément prolongée. Notre réponse doit être proportionnée aux souffrances terribles qui résultent de ce siège ainsi que de décennies du système israélien d'oppression à maints niveaux.

La réaction de la communauté internationale et des populations dans le monde entier doit remettre les dernières atrocités israéliennes dans le contexte de décennies d'impunité israélienne, que lui garantissent les gouvernements occidentaux et, ces derniers temps, les Nations-Unies. Depuis la Nakba, l'établissement d'Israël par la dépossession et le nettoyage ethnique d'une majorité de la population palestinienne indigène, Israël a été autorisé à nier à plus de 6 millions de réfugiés leur droit sanctionné par les Nations-Unies à revenir dans leurs maisons d'origine. Dans la même période, Israël s'est arrangé pour s'en tirer avec son système de discrimination raciale légalisée et institutionnalisée, conforme à la définition de l'apartheid selon la Convention internationale pour la prévention et la punition du crime d'apartheid de 1948. [2]

Depuis exactement 43 ans, Israël maintient son occupation de la Cisjordanie, y compris Jérusalem, et Gaza et continue d'étendre ses colonies illégales, commettant des violations graves du droit international et des crimes de guerre en toute impunité. Même la décision de 2004 de la Cour internationale de justice, qui déclare illégaux le mur et les colonies de peuplement d'Israël et a directement appelé tous les Etats à mettre fin aux deux, a été ignorée.

Aujourd'hui, nous voyons des signes que le soutien inconditionnel donné à Israël depuis des décennies par la communauté internationale pour lui éviter de rendre des comptes ou d'être critiqué se fissure. Le massacre de la Flottille par Israël a provoqué des sanctions internationales, dont la suspension de relations diplomatiques avec Israël par le **Nicaragua** [3] ; l'**Afrique du Sud** [4] et la **Turquie** [5] ont rappelé leurs ambassadeurs respectifs à Tel Aviv, ainsi qu'un appel unanime, au parlement turc, pour « *revoir les relations politiques, militaire et économiques avec Israël* », et pour « *chercher justice contre Israël par des autorités juridiques nationales et internationales.* » [6] De plus, le Ministre de l'Education de **Norvège** et le chef du parti de la gauche socialiste, Kristin Halvorsen, ont reconfirmé un embargo des armes de la Norvège sur Israël et ont appelé tous les autres Etats à « *suivre la position norvégienne qui exclut le commerce des armes avec Israël.* » [7]

La société civile internationale a aussi répondu promptement et efficacement à l'attaque d'Israël sur la Flottille. Le **Syndicat suédois des ouvriers portuaires** a suivi l'appel BNC [8] en décidant de bloquer toute cargaison allant ou venant d'Israël du 15 au 24 juin. [9] Le Congrès des Syndicats sud-africains (**South African trade union federation - COSATU**) a appelé à un « *soutien plus grand pour la campagne internationale de boycott, désinvestissement et sanction contre Israël,* » exhortant « *tous les Sud-Africains à refuser d'acheter ou de manipuler tous produits en provenance d'Israël ou de traiter avec des entreprises israéliennes.* » [10] Le Syndicat sud-africain des transports (**South African**

**Transport and Allied Workers' Union - SATAWU**), un des pionniers du boycott contre le commerce maritime israélien en février 2009 en refusant de décharger un navire à Durban, a lui aussi repris l'appel BNC et a appelé ses membres « à empêcher tout navire israélien de charger ou de décharger » et a appelé à ses collègues syndicalistes « à ne pas les manipuler. » [11] Le syndicat sud-africain des travailleurs municipaux (**South African Municipal Workers Union - SAMWU**) a appelé à l'unanimité à faire de chaque municipalité d'Afrique du Sud une zone sans Israël-Apartheid. [12] Le plus important syndicat de Grande-Bretagne, **Unite**, a voté à l'unanimité une motion BDS pour boycotter toutes les compagnies israéliennes lors de sa première conférence politique à Manchester. [13] La plus importante Fédération syndicale de Norvège, **LO**, qui comprend presque un cinquième de la population norvégienne entière, a appelé le State Pension Fund, le 3ème au monde, à désinvestir de toutes les compagnies israéliennes. [14] Un sondage lancé après l'attaque de la Flottille montre que plus de 42% des Norvégiens soutiennent maintenant un boycott total des produits israéliens. [15]

Des personnalités culturelles de pointe se sont exprimées. L'écrivain britannique de renommée mondiale, **Iain Banks**, a écrit dans *The Guardian* que la meilleure manière pour les artistes, les écrivains et les universitaires internationaux de « convaincre Israël de sa dégradation morale et de son isolement éthique » est « tout simplement de n'avoir plus rien à faire avec cet Etat hors-la-loi. » [16] Les **Klaxons** et **Gorillaz Sound System** ont annulé leurs concerts prévus en Israël à cause de l'attaque de la Flottille [17], et les **Pixies** ont fait de même [18]. L'écrivain best-seller mondial, le suédois **Henning Mankell**, qui était à bord de la Flottille de la Liberté lorsqu'elle a été attaquée, a appelé à des sanctions mondiales de type Afrique du Sud contre Israël en réponse à sa brutalité. [19] L'auteur états-unienne de best-sellers **Alice Walker** a rappelé au monde le facteur déclenchant que fut Rosa Parks et le boycott de la compagnie raciste d'autobus lancé par Martin Luther King à Montgomery, Alabama, pendant le mouvement pour les droits civiques, et a appelé à un large soutien de BDS contre Israël comme un devoir moral. [20]

Le Comité National Palestinien BDS (BNC) accueille chaleureusement ces positions et actions internationales courageuses, fondées sur des principes, et efficaces pour mettre fin au siège d'Israël et à son impunité criminelle. Nous saluons les artistes, les sportifs et les syndicats qui reprennent les appels de la société civile palestinienne pour une solidarité efficace avec le peuple palestinien sous la forme de BDS.

### **Aujourd'hui, nous appelons :**

- **Les syndicats de dockers**, partout, à reprendre l'appel [21] diffusé le 7 juin 2010 par le mouvement syndical palestinien tout entier à bloquer le chargement et le déchargement des bateaux israéliens.

- **Les autres syndicats** à soutenir BDS en appliquant un boycott des produits israéliens et en désinvestissant leurs fonds de pension de toutes les valeurs dans les compagnies israéliennes et internationales qui tirent des profits de l'occupation et de l'apartheid israéliens. Nous appelons aussi les syndicats internationaux à suivre l'exemple historique du syndicat universitaire britannique, **UCU**, qui a décidé [22] le 31 mai de rompre tous liens avec Histadrut, avant même que la déclaration d'Histadrut [23] blanchissant le massacre de la Flottille par Israël soit publié. Le mouvement syndical palestinien, représenté dans sa totalité au BNC, condamne avec force la dernière défense des crimes de guerre israéliens par Histadrut. La Fédération générale des syndicats de Palestine (**Palestine General Federation of Trade Unions - PGFTU**), par exemple, a accusé [24] l'Histadrut de se

cachez « derrière une coopération syndicat par syndicat pour justifier les attaques brutales contre des civils qui essayaient d'offrir une aide humanitaire à 1,5 million de Palestiniens, pour la plupart des ouvriers, à Gaza. » Il est important de noter que l'Histadrut a défendu les crimes de guerre d'Israël à Gaza en 2008-2009. [25]

- **Les gouvernements** à mettre immédiatement fin à toute collusion avec le blocus illégal d'Israël dans la Bande de Gaza et à faire pression sur Israël pour garantir un accès illimité et la liberté de mouvement des personnes et des produits entrant et sortant de la Bande de Gaza. Les gouvernements qui soutiennent le droit international et les droits de l'homme sont exhortés à mettre en place un embargo total du commerce des armes avec Israël et une interdiction du commerce avec les colonies.

- **Les gens de conscience** à faire pression sur les gouvernements pour suspendre immédiatement le commerce des armes avec Israël, mettre en œuvre des sanctions commerciales, et traîner en justice tous les responsables israéliens et le personnel militaire qui ont pris la décision et/ou mis en œuvre ce dernier massacre, ainsi que les crimes de guerre antérieurs.

- **Les organisations de la société civile** - y compris les groupes religieux, les universités, les syndicats, les associations féminines, les groupes d'étudiants, les associations universitaires, etc. - à désinvestir leurs institutions et leurs fonds de pension de tout investissement dans les compagnies israéliennes et internationales complices du maintien de l'occupation, de l'apartheid et de la violation du droit par Israël, et à boycotter les produits israéliens. De plus, nous leur demandons de faire pression sur leurs gouvernements pour mettre fin aux accords de libre échange avec Israël, et appliquer immédiatement un embargo sur les armes, comme demandé auparavant par Amnesty International après l'opération Plomb Durci [26].

#### **Nous appelons en particulier :**

- **L'Union européenne** à refuser de renouveler le Plan d'Action UE-Israël et à suspendre l'Accord d'association UE-Israël ; les Etats du **Mercosur** à suspendre les accords de libre échange avec Israël ; **l'Inde** et le **Chili** à mettre fin à toutes négociations sur les accords de libre échange avec Israël.

- La **Turquie**, la **Grèce** et **l'Irlande**, en tant qu'Etats dont les bateaux civils ont été illégalement attaqués dans les eaux internationales par Israël, à lancer des poursuites par tous les moyens légaux possibles pour qu'Israël soit traîné en justice pour ce crime de guerre et à suspendre tous les accords bilatéraux avec Israël jusqu'à ce qu'il respecte le droit international.

- **La fin du commerce des armes** et des liens militaires : en particulier pour **l'Inde**, la **Turquie** et le **Brésil** - les trois plus importants importateurs d'armes israéliennes [27] - et dénoncer tous les liens militaires et les contrats d'armement avec Israël.

- **Le Mouvement des Non-Alignés** (MNA) à mettre en pratique ses appels à l'interdiction des produits coloniaux, au refus d'entrée aux colons et à des sanctions contre les compagnies/entités impliquées dans le mur et les colonies, appels diffusés à maintes reprises lors des réunions du MNA depuis 2004 [28].

- **Le Parlement sud-africain** à rejoindre la lutte contre l'apartheid israélien d'abord en

excluant des marchés publics les compagnies israéliennes et internationales impliquées dans l'occupation et l'apartheid. Nous l'exhortons également à prendre l'initiative d'un embargo mondial sur les armes israéliennes et d'une interdiction graduelle des produits israéliens. Le commerce du diamant avec Israël doit graduellement cesser, en développant des ateliers de polissage en Afrique du Sud, plutôt que de permettre à Israël d'exploiter les diamants bruts sud-africains, faisant ainsi d'énormes profits dans le processus de polissage.

- **Les Etats arabes** à mettre fin aux accords diplomatiques et commerciaux existants avec Israël et exclure des marchés publics toutes les compagnies internationales impliquées dans les violations israéliennes du droit international et des droits de l'homme, en particulier Veolia, Alstom, Lev Leviev, Caterpillar, Motorola, Volvo, etc. L'Egypte doit ouvrir définitivement le Passage de Rafah.

- **Les Syndicats** qui participeront à la prochaine conférence de la Confédération syndicale internationale (CSI) à Vancouver à endosser BDS et à rompre les liens avec l'Histadrut.

Comme l'a dit Nelson Mandela, la justice pour le peuple de Palestine est devenue « *la question morale la plus importante de notre temps.* » Le siège brutal d'Israël sur Gaza est aujourd'hui la plus grave et la plus urgente de toutes les injustices israéliennes contre le peuple palestinien.

**Le BNC appelle les personnes de conscience et les groupes de citoyens du monde entier à intensifier les campagnes BDS contre Israël, moyen le plus efficace pour mettre fin au siège et pour tenir Israël pour responsable devant le droit international, dans la recherche d'une paix juste.**

Notes de lecture :

[1] L'expert juridique international renommé, le professeur Ben Saul, par exemple, [a commenté l'attaque de la flottille](#) en ces termes : « *Ce dernier épisode triste et choquant est un rappel du peu de cas que fait Israël envers les vies des autres, son mépris total de l'opinion internationale et de son incivilité, et un hors-la-loi de la communauté internationale.* »

Des avocats britanniques éminents sont arrivés à la même conclusion dans une lettre au [Times](#). Ainsi que des professeurs néerlandais en droit international dans une lettre à [NRC Handelsblad](#).

[2] [http://untreaty.un.org/cod/avl/pdf/ha/cspca/cspca\\_f.pdf](http://untreaty.un.org/cod/avl/pdf/ha/cspca/cspca_f.pdf)

[3] <http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3897773,00.html>

[4] [http://www.bloomberg.com/apps/news?sid=a\\_vBbjBZJ6LM&pid=20601087](http://www.bloomberg.com/apps/news?sid=a_vBbjBZJ6LM&pid=20601087)

[5]

<http://www.todayszaman.com/tz-web/news-212110-100-ambassador-celikkol-back-in-ankara-for-consultations.html>

[6]

<http://www.news-gazette.com/news/news/2010-06-02/turkeys-parliament-wants-review-israeli-ties.html>

[7]

<http://www.swedishwire.com/nordic/4809-norway-calls-for-boycott-on-arms-to-israel>

[8] <http://www.bdsmovement.net/?q=node/710>

[ 9 ]

<http://ibnkafkasobiterdicta.wordpress.com/2010/06/03/the-swedish-dockers-union-decides-on-a-blockade-against-israeli-ships-and-goods/>

[ 10 ]

<http://www.cosatu.org.za/show.php?include=docs/pr/2010/pr0531d.html&ID=3395&cat=COSATU%20Today>

[11] <http://groups.google.com/group/cosatu-press/msg/a2ff0baff48201c4?pli=1>

[ 12 ]

[http://www.samwu.org.za/index.php?option=com\\_content&task=view&id=621&Itemid=1](http://www.samwu.org.za/index.php?option=com_content&task=view&id=621&Itemid=1)

[13] <http://www.thejc.com/news/uk-news/32579/unite-votes-boycott-israel>

[14] <http://www.nrk.no/nyheter/norge/1.7148110>

[15] <http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3898052,00.html>

[16] <http://www.guardian.co.uk/world/2010/jun/03/boycott-israel-iain-banks>

[ 17 ]

<http://www.haaretz.com/news/national/klaxons-and-gorillaz-sound-system-cancel-israel-shows-apparently-due-to-gaza-flotilla-raid-1.294191>

[18] <http://www.abc.net.au/news/stories/2010/06/06/2919568.htm?section=justin>

[ 19 ]

<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/middleeast/palestinianauthority/7795692/Gaza-aid-flotilla-Henning-Mankell-calls-for-sanctions-on-Israel.html>

[20] <http://electronicintifada.net/v2/article11319.shtml>

[21] <http://www.bdsmovement.net/?q=node/712>

[22] <http://www.jpost.com/International/Article.aspx?id=177210>

[23] <http://www.unions.org.il/BRPortal/br/P106.jsp?id=7642>

[24] <http://www.pgftu.org/ensite/news.php?action=view&id=76>

[25] [http://www.labourstart.org/israel/Histadrut\\_on\\_Gaza.pdf](http://www.labourstart.org/israel/Histadrut_on_Gaza.pdf)

[ 26 ]

<http://www.amnesty.org/en/news-and-updates/news/arms-embargo-vital-gaza-civilian-toll-mounts-20090115>

[27] [Stockholm International Peace Research Institute](#) (SIPRI)

[28] [Soixantième session de l'Assemblée générale du Conseil de Sécurité des Nations Unies](#) : page 96 de l'Annexe II - Réunion ministérielle du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés, Putrajaya (Malaisie), 27-30 mai 2006. Déclaration sur la Palestine, 7. b)

*« En ce qui concerne les Etats Membres, les ministres les ont invités à prendre des mesures, y compris par voie législative, individuellement, collectivement et sur le plan régional, pour éviter que les produits des colonies de peuplement israéliennes illégales n'entrent sur leurs marchés, conformément aux obligations en vertu des traités internationaux, interdire aux colons israéliens l'entrée sur leur territoire et imposer des sanctions aux entreprises et entités participant à l'édification du mur et à d'autres activités illégales dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est ; »*

Article original en anglais : [BDS Movement](#)

Traduction : MR pur [IMS](#)

La source originale de cet article est [Global BDS Movement](#)

Copyright © [BDS Movement](#), [Global BDS Movement](#), 2010



---

Articles Par : [BDS Movement](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)